

CHAPITRE TROISIEME.

TRAVERSÉE.

HENRI DAVIGNON

Jusqu'au moment de l'entrée de l'armée allemande, Bruxelles avait gardé un air de fête qui n'avait pas manqué d'étonner les Français venant d'un Paris plongé dans une sorte de deuil préventif. Anvers déploya à son tour la joie des fêtes carillonnées. L'armée chargée de défendre la place — près de soixante mille hommes — y ajouta l'animation d'un passage continu de troupes, de convois, d'estafettes et d'officiers en mission. Aussi longtemps qu'un zeppelin ne s'avisait point de survoler la ville et d'y jeter des bombes dans le voisinage du Palais, l'éclairage nocturne demeura intensif. L'inconscience avait sa part dans cette ivresse de la cité. Elle soutenait le moral d'un peuple convaincu que la forteresse était inexpugnable.

— J'en suis à souhaiter d'être attaqué !

Ainsi fanfaronnait Charles de Broqueville. J'entendis la phrase de mes oreilles. Sincérité

ou bluff ? L'un et l'autre. Dès la première minute de l'invasion le chef du gouvernement avait envisagé le pire. Mais décidé à tenir le coup, il se persuadait lui-même (et il en fut ainsi jusqu'à la fin), servi par les ressources d'une patriotique hâblerie. Les autres ministres, rencontrés dans la salle à manger du Grand Hôtel, allaient de la résignation au plus amer scepticisme. Le plus clairvoyant Aloïs van de Vyvere, ministre des finances, m'en donna la mesure en feuilletant devant moi la liasse des dépêches émanant des agents du grand quartier.

— Les canons autrichiens sont en route pour Anvers. Ils viennent de traverser Bruxelles, en direction de Malines. C'est la fin.

Une figure inquiète rôdait autour du gouvernement. Le bourgmestre d'Anvers, Louis Franck s'était trouvé en Allemagne au moment de la déclaration de guerre. Il venait de rentrer par la Hollande. Broqueville le jugeait.

— Je sens ce qu'il cherche. Il croit qu'on pourrait encore « causer ». Je ne le laisserais même pas dire un mot.

On accusa fausement, plus tard, Franck d'avoir rendu la ville. Sachant, comme bien d'autres, que la chute de l'enceinte était iné-

vitabile le jour où les assaillants en prendraient les moyens, il songeait simplement à épargner à la population le risque d'un bombardement prolongé. On ne pouvait rien dans cet ordre avant d'avoir assuré l'évasion de la garnison par l'étroit couloir entre la frontière et la mer. Quand il n'y aurait vraiment plus que des civils, Franck pourrait prendre contact avec un occupant, dépité de trouver la place vidée de ses défenseurs. Jusque là il fallait le laisser dans l'ignorance.

Au Grand Hôtel parut aussi Charles Woeste, amené de Bruxelles par le conseiller de la légation des Etats-Unis Hughes Gibson. On le disait chargé d'une mission par l'ennemi ! Rien n'était plus faux. Quelqu'un en relations d'affaires avec le directeur de la *Deutsche Bank* lui avait fait part de certains renseignements quant à la puissance de l'artillerie qui allait entrer en action contre Anvers et lui avait dit que ces informations seraient utiles au gouvernement ; Woeste avait consenti à les porter à Anvers, profitant d'une auto diplomatique. Broqueville écouta le ministre d'Etat et ne lui donna aucune réponse. Il n'en demandait pas et manifesta le désir de repartir aussitôt. Mais il avait compté sans son hôte. Gibson, agréablement surpris par l'at-

mosphère *very exciting* de la vie à Anvers, voulait prolonger son séjour. Woeste n'avait emporté aucun bagage. Il fallut lui réquisitionner une chemise de nuit.

La plupart des diplomates étrangers avaient suivi le gouvernement. L'Espagnol et l'Américain s'étaient décidés à demeurer dans la capitale afin de protéger la population contre des abus de pouvoir. Le cas du ministre d'Autriche-Hongrie était singulier. Le gouvernement de la Double Monarchie le laissait sans instruction. Il n'arrivait pas à se rendre compte par lui-même si son pays était ou n'était pas en guerre avec la Belgique. La triplice, devenue la duplice par la défection de l'Italie, jouait-elle en cette matière ? Le pauvre comte Clary et Aldringen, dont la charmante fille avait épousé un Belge, le comte Henry de Baillet Latour, et qui s'était acclimaté depuis des années à un poste de tout repos, ne savait que faire ni que dire. Il ne comprenait rien à la résistance belge. Il ne l'avait pas prévue. Entre la mobilisation et l'ultimatum me promenant avec mes parents dans le parc de Bruxelles, j'avais croisé le couple autrichien. On s'était arrêté pour échanger des amitiés et l'on avait fait ensuite quelques pas de concert. Prenant les devants

avec la comtesse, née Kinsky, j'entendis brusquement celle-ci me dire :

— S'ils voulaient passer, laissez-les faire...

Je la regardai sans comprendre et me mettant à rire :

— Mais il n'en est pas question, je l'espère...

Elle n'ajouta pas un mot. Après j'ai pensé qu'elle savait, elle, ou qu'elle avait deviné.

L'état de désarroi du pauvre Clary était tel qu'il demandait au département belge des Affaires étrangères, ce qu'il avait à faire. On lui riait au nez. L'Autriche, par son ultimatum à la Serbie, avait fourni le prétexte à l'horrible déclenchement de la catastrophe. Malgré elle, elle serait associée jusqu'au bout au déroulement d'événements dont elle finirait par être la principale victime.

Tandis que le diplomate tournait en rond, les artilleurs en uniformes autrichiens broyaient sous les roues pesantes des mortiers fabuleux le pavé des routes belges. A la fin, réfugié en Hollande, il eut une note à envoyer à Anvers. Oui, l'Autriche nous déclarait la guerre. Le motif allégué était dérisoire, des sujets austro-hongrois auraient été maltraités par nous !

Mais les horreurs de la guerre étaient partout. Louvain en flammes, Aerschot, le thé-

âtre d'une affreuse tuerie de civils. On ne savait pas encore le pire qui allait éclater à Dinant, Andenne, Tamines, Ethe, Latour. Certaines allusions des communiqués allemands aux « francs-tireurs », à la sauvagerie des femmes belges, à l'action du clergé justifiaient les « représailles » qui n'étaient que du terrorisme préventif. Car il n'y avait pas de francs-tireurs et les femmes et les enfants, les prêtres et les laïcs massacrés devaient servir à assurer par un procédé de terreur systématique les arrières de l'armée en marche. La légende des francs-tireurs, celle des yeux crevés aux blessés, celle du clergé sanguinaire avaient été répandues à l'avance dans l'esprit des soldats pour empêcher toute fraternisation.

La commission d'enquête à laquelle je me trouvais attaché était présidée par M. Gérard Cooreman, ancien président de la Chambre des représentants. Dès les premiers témoignages entendus l'évidence s'imposa. Les cas particuliers d'atrocités individuelles étaient rares. Il s'agissait bien d'un procédé collectif. On pouvait dresser le procès-verbal d'une violation voulue, régulière des lois de la guerre. Dès lors au crime de violation initiale s'ajoutait un long martyre. Il fallait que le monde

le sût. Mais où porter la protestation ? Le vainqueur comptait sur une campagne rapide dont le succès le laverait des reproches secondaires. L'arrêt sur la Marne ouvrait l'espérance à la révolte de l'univers. Pourquoi la lointaine Amérique n'accepterait-elle pas de l'incarner ?

Le gouvernement d'Anvers décida d'envoyer à Washington une mission d'importance. Carton de Wiart, ministre de la Justice, Vandervelde et Hymans, ministres d'Etat. Louis de Lichtervelde, secrétaire de Broqueville l'accompagnerait. Elle emportait les premiers rapports de la commission d'enquête. Il devenait urgent d'étendre l'activité de celle-ci et de recueillir le témoignage des populations de la région torturée, dont on commençait l'évacuation vers l'Angleterre.

C'est ainsi que je fus chargé de me rendre à Londres, où étaient déjà ma femme et mes enfants, afin d'envisager avec notre légation le moyen de poursuivre dans les formes légales l'investigation commencée. Si Anvers tenait, je reviendrais porter au gouvernement le résultat de l'enquête. Mon père semblait se remettre. Je venais d'avoir trente-cinq ans. La garde civique était officiellement démobilisée. Les cadres de l'armée combattante dé-

courageaient toute utilisation efficace. Je partis.

Le service régulier avec l'Angleterre ne se faisait plus par Harwich, mais par Tilbury. Il fallait se trouver à bord avant la nuit. On levait l'ancre à l'aube. Dans la partie du fleuve contrôlée par la Hollande, aucun élément de la force armée n'était admis. La neutralité des Pays-Bas s'est avérée, dans la suite, avantageuse à tous les belligérants. Malgré des alertes continuelles le gouvernement de la Reine Wilhelmine a fini par se considérer comme investi d'une immunité qu'il mettra à profit lors de la conférence de la paix. Au moment de l'attaque sur Anvers, les eaux du fleuve n'auraient pu servir d'exutoire à aucune unité militaire. Sur notre modeste bateau de passagers, encombré de réfugiés, un officier néerlandais monté devant Flessingue, passa une inspection à vrai dire sommaire. Le spectacle du pont, je l'ai décrit plus tard dans mon roman, *Jan Swalve*. On y trouvera aussi, pris sur le vif, le croquis de l'accueil extraordinaire réservé à Tilbury par une population insulaire surexcitée.

L'attitude de l'opinion en Grande-Bretagne envers la Belgique martyre dépassa, durant les trois premiers mois de la guerre, tout ce

qu'on pouvait imaginer. Il y entraît plusieurs facteurs d'enthousiasme. Aucun pays n'était moins préparé à faire la guerre que le Royaume-Uni. La petite armée de métier débarquée au Havre, à Boulogne, à Ostende, n'avait pour ainsi dire rien pu pour défendre les Belges contre l'agression. A Mons, combattant en marge de l'armée française en retraite, elle avait magnifiquement tenu. Une légende courait déjà, propagée par les blessés ramenés en Angleterre : des anges avaient été vus soutenant les fils de Saint Georges. Le saillant d'Ypres allait être gardé au prix de sacrifices énormes, mais sans l'Yser, rien ne serait resté de la Belgique libre. Le sentiment d'une confuse responsabilité mettait dans l'accueil fait aux réfugiés la volonté d'une compensation. Chaque fuyard allait être traité en héros !

The Belgian refugees, l'expression dominerait notre exil. Elle appliquerait le bénéfice d'un préjugé favorable à la horde disparate des évacués du triangle Anvers, Louvain, Malines, aux gens de toute classe accumulés dans les stations balnéaires de la côte flamande. Leur présence pendant quatre années allait promouvoir dans la communauté britannique un engagement de gratitude mêlée de remords, celui de faire triompher la cause

du droit au nom de laquelle l'Empire entier était convié à mobiliser ses ressources et ses forces. L'histoire de l'exil belge en Angleterre est inséparable de la formation de cet esprit guerrier dont la longue endurance aurait raison de l'obstination germanique.

Dès le moment où, mêlé à ce convoi, un des premiers qui déversa sur le sol insulaire le tout-venant de notre malheureux peuple, je devins spectateur puis acteur, j'eus l'impression de participer à un phénomène social nouveau.

Deux ou trois fois auparavant, je m'étais rendu à Londres et dans le sud-ouest de l'Angleterre. Je parlais couramment l'anglais. Par mon rôle auprès de mon père j'étais préparé à connaître l'importance de l'intérêt britannique dans la sauvegarde de notre indépendance. Ce que je ne pouvais que pressentir, c'est l'action primordiale, intime, quotidienne du fait belge, dans l'évolution de l'esprit insulaire.

Mon frère Jacques et ma femme m'attendaient à la station de Charing-Cross. Le premier revenu à Bruxelles de Berlin, par la Hollande, avec son chef Beyens, ses collègues Peltzer et Nieuwenhuys, avait rejoint Anvers, et, de là, le département des affaires étran-

gères, l'avait envoyé grossir le personnel débordé de la légation de Londres. Le comte de Lalaing la dirigeait, à demi anglicisé et très *early victorian*. Sa correction aristocratique, son impassibilité de gentleman faisaient un vivant contraste avec l'imprévu des événements qui allaient l'assiéger. Petitement logé, mais dans le quartier le plus élégant, West Halkin street, à l'entrée de Belgravia, il fermait ponctuellement la chancellerie à 1 heure de relevée. Ensuite ce n'était plus qu'un homme de la *gentry*. Le flot des quémandeurs, des sympathisants, des exaltés, qui se mit à battre à toute heure du jour et de la nuit la petite porte de son hôtel particulier, défendu par un grillage donnant sur le trottoir, le choqua, le désorienta. Sans son collègue de Pékin, Emile de Cartier de Marchienne, en congé à Londres, c'eût été l'affolement, le désordre. Avec l'aide des Belges d'affaires résidant dans la cité, Cartier ouvrit non loin de la Banque un comptoir où se débrouillerait tout ce qui n'était pas du ressort de la diplomatie proprement dite. Ainsi fut fondé le *Belgian relief Committee* dont le siège fut d'abord 10 Finsbury Square. Cartier s'en nomma lui-même le président et, un an après, quand il regagna son poste en Extrême-

Orient, je lui succédai dans ce titre qui couvrit alors de multiples fonctions.

La première à inaugurer était celle de la « Commission d'enquête sur les violations des lois de la guerre ». Elle fut le point de départ d'un véritable service d'information et de propagande auquel les autorités britanniques et belges allaient attacher une consécration particulièrement féconde.

Pour présider notre enquête le gouvernement anglais, par le truchement du Home Office détacha sir Mackenzie Chalmers K. G. ancien juge aux Indes, magistrat d'appel en retraite. Nous choisîmes le sénateur socialiste belge Lafontaine, pacifiste notoire, futur Prix Nobel pour composer avec Cartier et moi-même notre commission rogatoire. Elle se mit aussitôt à l'œuvre.

Il avait été entendu que je me tiendrais en contact avec Anvers où je comptais bien retourner pour faire rapport. Mais un télégramme de mon père, suivi d'un autre daté d'Os-tende, m'enleva toute illusion. Sur les affiches, renouvelées trois fois par jour, par lesquelles les journaux londoniens attiraient l'attention des acheteurs sur la nouvelle la plus sensationnelle de la dernière édition, s'étalait en grandes lettres : *The fall of Antwerp*. La

catastrophe m'atteignait en pleine joie d'avoir rejoint ma femme et mes jeunes enfants. Ils avaient trouvé asile dans un modeste petit couvent de religieuses françaises, connu de notre nurse, à Muswell Hill, faubourg nord de Londres. Ce n'était pas loin d'un centre d'hébergement provisoire et de distribution où campait la masse de nos réfugiés, lieu d'exhibition sans emploi appelé Alexandra Palace. Je ne sais si la « fuite en Egypte » de septembre 1914 a laissé des traces dans l'imagination naissante de ces quatre petits dont l'aînée avait à peine quatre ans. Claire et Mimi (qu'on n'appelait pas encore Marie-Colette) prétendent se souvenir de certains détails. Les jumeaux Pierre et Anne n'avaient pas dix-huit mois. Ils apprenaient à courir sur la pelouse veloutée du jardin monastique. Pour eux tout était émerveillement. Devant eux nous refoulions notre angoisse et nous gagnait l'intense animation d'un monde presque inconnu.

HENRI DAVIGNON

DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

LA PREMIÈRE TOURMENTE

1914 - 1918



ÉDITIONS DURENDAL

TABLE DES CHAPITRES.

Chapitre premier. Le vent dans les arbres	7
Chapitre deuxième. L'ultimatum du 2 août 1914	23
Chapitre troisième. Traversée	47
Chapitre quatrième. La Belgique en An- gleterre	61
Chapitre cinquième. En lisant les journaux	79
Chapitre sixième. Ambiance insulaire ..	97
Chapitre septième. Le gouvernement sur un rocher	119
Chapitre huitième. La victoire imprévue	143
Chapitre neuvième. Le difficile retour ..	159
Chapitre dixième. La double illusion ...	175